



RELEVÉ DE DÉCISIONS RÉUNION DES PRÉSIDENTS DE LIGUES

MERCREDI 4 NOVEMBRE 2020
En visioconférence

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Secrétaire Générale	Christiane GUERIN

Ligue AURA	Denis PERRET
Ligue Bourgogne Franche-Comté	Jacky VIEVAL
Ligue Bretagne	Serge BRUNET
Ligue Centre Val de Loire	Michel SAUGET
Ligue Corse	Christine ARNOUX
Ligue Guadeloupe	Gérard OLIVARY
Ligue Haut de France	Dominique BERTHE
Ligue Ile de France	Jean-Jacques BEURRIER
Ligue Normandie	Philippe BRIOUT
Ligue Nouvelle Aquitaine	Marc DEBERGHES
Ligue Occitanie	Bernard DALMON
Ligue Pays de la Loire	Joël PINEAU
Ligue PACA	Patrick PEREZ
Ligue La Réunion	Henri FONTAINE

Excusé :	
Ligue Grand Est	

Ligue Martinique	Alex BADIAN
-------------------------	-------------

Assistent :	
Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
Collaboratrice Secrétaire Générale	Magali TAPRET
Responsable Juridique	Antoine DURAND (en partie)

Christiane Guérin procède à l'appel nominal et présente les différents points inscrits à l'ordre du jour.

Gilles Sézionale souhaite la bienvenue à Christine ARNOUX et Henri FONTAINE, respectivement nouveaux Président(e) des Ligues de Corse et de la Réunion, qui se présentent en quelques mots. Il revient sur le nouveau confinement qui impacte fortement la situation des clubs et de la Fédération. Des démarches sont en cours avec les pouvoirs publics afin d'obtenir l'élargissement du nombre d'athlètes qui pourraient s'entraîner. Une réponse est attendue en fin de semaine. En ce qui concerne l'aide de l'Etat octroyée au Sport à hauteur de 120 M€ (contre 2 MM€ à la Culture), de nombreuses interrogations demeurent quant à leur répartition

(le chômage partiel ou les 40 M€obtenus par le Rugby professionnel sont-ils compris dans cette aide ?).

On constate une grande disparité sur le territoire quant à la prise de licences liée à la fermeture ou au maintien des activités des piscines, avec un impact financier important tant au niveau régional que fédéral. La perte s'élève aujourd'hui à plus d'1M€ Ligues et Fédération inclus.

Tout ce que nous pouvons espérer c'est que les courbes s'inversent doucement, ce qui permettrait une reprise des activités début 2021. La reconnaissance de notre sport d'un point de vue sociétal et économique est un combat de chaque jour.

1- Les élections dans les ligues dans le cadre de la situation sanitaire

Suite aux annonces gouvernementales de ces derniers jours et notamment le confinement généralisé, il s'avère malheureusement obligatoire d'organiser les assemblées générales électives régionales par voie de conférence audiovisuelle. Par conséquent, si ce n'est pas déjà fait, la Fédération encourage les Ligues à contracter avec un prestataire spécialisé dans l'organisation d'élections associatives.

Un tour de table est effectué afin que chacun précise le dispositif mis en place dans sa région.

Haut de France - Prestataire choisi : GEDIVOTE. Le 1^{er} tour s'effectuera du 26 au 30 novembre, avec le 1^{er} décembre la proclamation des résultats des élections du Comité Directeur, suivie d'une réunion du CD en visioconférence pour la désignation du Président, des délégués et des représentants CD et Clubs. Le 11 décembre les résultats des élections de la Ligue seront proclamés. L'AG ordinaire se réunira en janvier 2021.

Dominique Berthe s'interroge sur l'obtention des dates de naissance des Présidents de clubs demandée par Gédivot. Laurent Ciubini répond qu'une extraction est possible sur Extranat grâce à un fichier csv disponible dans la rubrique extractions. Le département des SI se tient à la disposition de tous pour aider dans cette démarche si besoin.

Occitanie - Prestataire choisi : UBIQUS. Une liste validée des Présidents de clubs sera adressée à Ubiquis qui leur adressera la liste des candidats. Les clubs auront la journée du jeudi pour voter. Le lendemain le comité directeur élu se réunira pour désigner le Président, les délégués et les représentants. A l'issue de cette réunion Ubiquis adressera un lien à tous les présidents de clubs qui pourront voter jusqu'au samedi midi. Les résultats seront proclamés lors de l'assemblée générale qui se tiendra ce même jour.

Centre Val de Loire – Prestataire choisi : PRAKTICE. L'élection du comité directeur a déjà été faite. Les présidents de clubs ont eu 3 jours pour voter et les résultats sont connus depuis hier. Une AG se tiendra le samedi 7 novembre en visioconférence, au cours de laquelle les votes du Président, des délégués et des représentant seront gérés par la société prestataire.

AURA – Prestataire choisi : UBIQUS. Le 1^{er} et le 2^{ème} tour des élections du comité directeur se tiendront les 3 et 4 décembre (47 candidats pour 34 postes). Le 12 décembre l'élection du Président, des délégués et des représentants est envisagée en présentiel. Christiane Guérin précise que prévoir un vote en présentiel le 12 décembre est utopique. Denis Perret répond qu'il s'agit d'une demande de son comité directeur mais tout est calé avec Ubiquis pour le vote dématérialisé si nécessaire.

Nouvelle Aquitaine – Prestataire choisi : UBIQUS. L'élection est prévue sur une journée avec vote du comité directeur le matin, 2^{ème} tour éventuel en début d'après-midi suivi du vote du Président, délégués et représentant par le biais de plusieurs sessions simultanées pour ces 3 votes. (Depuis cette réunion, les modalités ont été revus pour un vote étalé sur 3 jours avec validation des résultats en AG dans la continuité)

Ile de France - Même système que la nouvelle Aquitaine, sur une ½ journée.

Christiane fait remarquer à Jean-Jacques qu'il est la seule ligue à choisir un délai si court alors qu'il a la plus grosse ligue en termes de nombre de clubs. Elle souhaite qu'il ait bien conscience des difficultés qui l'attendent.

Antoine Durand rappelle que les Statuts des Ligues Régionales et de la Fédération prévoient une procédure précise pour les assemblées générales électives régionales, entre élections du comité directeur et du Président, et désignation des délégués régionaux, à savoir :

- Etape 1 : Elections des membres du Comité Directeur et résultats [**rappel : deux tours de scrutin à prévoir, même si le second peut être inutile**]
- Etape 2 : Réunion des membres élus du nouveau Comité Directeur régional afin de :
 - o désigner un candidat au poste de Président
 - o désigner trois délégués et leurs trois suppléantsCes deux désignations peuvent être faites par une élection - à main levée ou à bulletin secret - à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale
- Etape 3 : Election du Président par l'Assemblée Générale
- Etape 4 : Approbation des trois délégués et leurs trois suppléants membres du Comité Directeur régional désignés par celui-ci.
- Etape 5 : Après que les présidents de comités départementaux se soient réunis (cela peut être fait en amont de l'AG de Ligue) : Approbation du délégué et de son suppléant, Présidents de comités départementaux, désignés par eux.
- Etape 6 : Après que les présidents de clubs de plus de 700 licences se soient réunis (cela peut être fait en amont de l'AG de Ligue) : Approbation du délégué et de son suppléant, Présidents de clubs de plus de 700 licences, désignés par eux.

Pour rappel, tous les votes portant sur des personnes lors de l'assemblée générale doivent obligatoirement s'effectuer à bulletin secret.

Un courrier en ce sens sera adressé à tous pour rappeler en détail l'ensemble de ces points. Le service Juridique reste à la disposition de chacun pour toutes questions liées à ces élections.

Philippe Briout s'interroge sur la procédure de vote en dehors du cadre de l'assemblée générale et sur la présence d'un huissier lors de la proclamation des résultats.

Antoine Durand rappelle qu'en temps normal le vote par correspondance n'est pas possible mais que nous nous adaptons à la situation sanitaire en se basant sur une ordonnance imposant la visioconférence. La longueur de la période de vote n'a pas d'importance mais la procédure doit s'appliquer dans l'ordre détaillé précédemment. En ce qui concerne la présence d'huissier lors de l'assemblée générale celle-ci n'est pas obligatoire dès lors que l'on fait appel à un prestataire agréé, notamment en termes de protection des données personnelles, sécurité informatique et confidentialité du vote.

Jean-Jacques Beurrier demande des précisions sur les démarches liées à l'honorabilité.

Antoine Durand précise qu'il s'agit d'une demande faite aux fédérations sportives agréées par le Ministère des Sports de contrôle de l'ensemble des dirigeants et encadrants sportifs licenciés à la Fédération, effectif à partir de janvier 2021. Ce contrôle n'est complet qu'après vérification de 2 contrôles de fichiers judiciaires que sont le FIJAIS (Fichier des auteurs d'infractions

sexuelles ou violentes) et le bulletin judiciaire n°2, seulement accessibles aux services de l'Etat. Afin d'être exemplaire, la Fédération a souhaité appliquer un contrôle – certes moins poussé – sur ses dirigeants fédéraux avant même que le système informatisé soit mis en place en janvier 2021. C'est pourquoi la Fédération demande à toutes les personnes candidates une attestation sur l'honneur comme quoi elle remplit les conditions d'éligibilité fixées à l'article 9.2 des Statuts ainsi que la production du bulletin judiciaire n°3, facilement accessible en ligne.

Si ce dispositif n'est pas prévu comme obligatoire par les Statuts régionaux, il est vivement préconisé aux ligues de demander ces documents afin de faire preuve de la même exemplarité, un contrôle plus poussé devant être, dans tous les cas, effectué à partir de janvier 2021 sur les dirigeants élus.

Christine Arnoux évoque le problème d'une personne élue au comité directeur de la ligue, inscrite au fichier des officiels, qu'elle n'arrive pas à inscrire sur la liste régionale car il manque la preuve d'honorabilité. Antoine Durand répond que son club n'a pas dû entrer ces renseignements car le contrôle d'honorabilité n'est pas obligatoire pour les officiels comme c'est le cas pour les dirigeants. Il s'agit d'un cas particulier qu'il faut faire remonter au service juridique. Les déblocages seront réglés au cas par cas.

Bretagne - Prestataire choisie : GEDIVOTE – En ce qui concerne la réunion en visioconférence du comité directeur nouvellement élu, le vote à bulletin secret est-il obligatoire car la société Gedivote ne prévoit pas ce type de prestation.

Antoine Durand rappelle que ce vote peut être fait au choix à main levée ou à bulletin secret. Seuls les votes sur des personnes à l'assemblée Générale sont obligatoires à bulletin secret conformément à l'article R.121-2 du code du sport.

Jacky Vieval (BFC) : l'attestation sur l'honneur et le bulletin n°3 n'ont pas été demandés par la Ligue Bourgogne-Franche-Comté pour candidater au comité directeur régional, car ce n'est pas obligatoire pour les statuts des ligues.

Antoine DURAND rappelle le caractère facultatif de cette demande lors de la candidature, puisque l'honorabilité de tous les dirigeants sera contrôlée en janvier 2021.

En ce qui concerne les élections dans les comités départementaux, il est demandé à chaque ligue de faire remonter au service juridique l'état de ces organisations à date. En effet, s'il n'existe pas d'obligation de délai pour la tenue des AG départementales, la logique serait qu'elles se tiennent en amont des AG régionales qui désigneront les représentants des départements. En raison du confinement, il apparaît néanmoins difficile que ces AG puissent se tenir en visioconférence, au vu du coût engendré par ce système.

Dominique Berthe évoque le cas d'un représentant de club de +700 licences élu en AG et dont le club passerait à 400 licences l'année suivante. Que se passe-t-il alors ?

En l'état actuel des textes il reste délégué puisque les élections portent sur des personnes et c'est bien leur situation à l'instant « T » qui est prise en compte. Ce cas de figure pourra néanmoins faire l'objet d'une évolution statutaire à l'avenir.

2- Nouvelle période de confinement et règles en place

Suite à la parution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 stipulant le cadre général des dispositions mises en place pour lutter contre la propagation du virus, le Ministère des Sports a communiqué une déclinaison des décisions sanitaires gouvernementales permettant de maintenir la continuité de l'entraînement de notre élite. Ainsi, les athlètes des listes espoirs, collectifs nationaux, mais également les nageurs-ses identifiés-es dans les structures du PPF

sont pris en compte. En fin de semaine, un texte officiel devrait définir la notion de partenaire d'entraînement.

Les manifestations de sport professionnel ou de haut niveau sont maintenues, mais devront se tenir à huis-clos. La Fédération continue donc à militer pour que les Championnats de France de Natation Course et ceux de Natation Artistique d'hiver puissent se tenir du 10 au 13 décembre respectivement à St Raphaël et à Douai. Ainsi, pour les CF à St Raphaël, nous comptons 580 nageurs qualifiés dans 150 structures. A ce jour, si on enlève les catégories de nageurs qui ne pourraient pas y participer (faute d'accès aux bassins), cela représente 81 sportifs et 48 clubs. Une grosse proportion pourrait donc y participer. Nous travaillons donc sur l'intégration de ces 81 athlètes.

En ce qui concerne les CF Elite de Natation Artistique des 10 au 13 décembre, si cette compétition n'est pas reconnue comme compétition de haut niveau et ouverte à tous les qualifiés, elle pourrait être décalée à une date ultérieure.

Pour le Water-Polo, les championnats Elite Féminin et Masculin devraient pouvoir se tenir en intégrant le dispositif des compétitions de haut niveau. Tous les Championnats en dessous de l'élite sont suspendus jusqu'à nouvel ordre. Un point positif : jouer à huis-clos en water-polo est moins problématique d'un point de vue budgétaire que pour certains sports-co car les aspects financiers de billetterie restent moins impactant au regard des jauges dans les piscines

Denis Perret évoque le cas de sections sportives dont le fonctionnement est à l'arrêt suite à une décision du chef d'établissement.

A partir du moment où les sections sportives sont référencées auprès du Rectorat, elles doivent avoir accès à l'entraînement. Dès que le cadre complet sera connu et que les documents du ministère seront publiés, la Fédération pourra appuyer les Ligues dans leurs interventions en ce sens auprès des Chefs d'établissement.

3- Les encadrements de jeunes pour le WP et l'organisation dans les territoires

Afin d'améliorer la sélection des jeunes joueurs sur le terrain, la Fédération a décidé de découper la France en territoires et de charger ses équipes techniques régionales (référénts désignés) de proposer parmi les joueurs du territoire une sélection des meilleurs joueurs. Ces joueurs seront ensuite reçus par un groupe d'entraîneurs et les meilleurs accèderont à l'étape suivante. Ce dispositif vise à faire remonter une sélection la plus large et la plus cohérente possible. Un courrier détaillant ce nouveau procédé sera adressé dans les prochains jours à l'ensemble des Ligues.

4- Enveloppe PPF

Les arbitrages de l'ancien BOP ont été reçus par la plupart des Ligues. La strate accession a été gérée via le compte ASSO et une première instruction a été effectuée par les DR au regard des demandes de chaque structure. Ce premier arbitrage a été adressé à l'ANS qui a ensuite procédé à un second arbitrage, transmis à la Fédération il y a une quinzaine de jours. A l'issue des arbitrages Agence et Fédération, l'ANS et la DR ont adressé l'arbitrage final directement dans les ligues.

A noter que l'Agence a souhaité remettre une logique territoriale et de niveau pour la répartition de l'enveloppe budgétaire.

La saison prochaine, il faudra être vigilants sur l'appel à projet pour accompagner les structures dans leurs demandes car cette année certaines structures auraient pu avoir plus mais leur dossier n'étaient pas assez complets. Pour cette saison, la somme globale à répartir pour les structures d'accession par l'ANS était en baisse par rapport à l'année dernière. La Fédération enregistre

une enveloppe légèrement en baisse, mais les fonds ont été répartis avec une vision plus nationale.

Pour finir, Julien évoque le dispositif « ambition bleue » du Pôle Haute Performance de l'Agence Nationale du Sport dont la présentation sera adressée à tous à l'issue de cette réunion. Ce projet vise à l'élaboration d'un projet de transformation du sport de haut niveau afin d'engager la France dans une culture du résultat et de la performance durable à destination des JOP 2024.

5- Bilan PSF

La réception des bilans est en cours de finalisation ; un tableau récapitulatif sera adressé ce soir à chaque Ligue précisant quels sont les dossiers manquants ou en attente de réception. Pour rappel, les structures n'ayant pas rendu leur bilan seraient contraintes par l'ANS de rembourser intégralement leur subvention PSF. A la demande de la Fédération, un délai de 2 semaines supplémentaire a été obtenu pour l'envoi des bilans.

Il est précisé que pour le PSF 2020 les actions prises en compte vont du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2021.

Marc Deberghes : au regard de la période compliquée depuis mars 2020, quid de la mise en place des actions si la situation ne s'améliore pas, notamment en ce qui concerne les clubs estivaux ?

Les situations spécifiques peuvent être remontées à la Fédération qui interviendra si besoin.

En ce qui concerne la labellisation des clubs Marc Deberghes s'interroge sur le cas des clubs estivaux qui n'ont pas pu mettre en place d'actions cet été.

Tous les cas particuliers seront étudiés par la commission Labellisation ; l'objectif n'est pas que les clubs perdent leur label.

Gilles remercie chacun pour ces travaux et souhaitent à tous de bonnes élections régionales dans les meilleures conditions possibles. Toutes les sociétés prestataires de vote dématérialisé devraient être à même de faire du bon travail.

Nous sommes tous dans l'expectative face aux conséquences du nouveau confinement. Malheureusement, malgré nos multiples interventions auprès du Ministère, le Sport n'est pas la priorité du Gouvernement. Il nous faut maintenant être prêts à rebondir dès que la situation s'améliorera. Il rappelle que la Fédération se tient bien entendu à la disposition de tous pour toute aide qu'elle pourrait apporter en cas de difficultés.

Les débats sont clos à 16h30.



La Secrétaire Générale
Christiane GUERIN



Le Président
Gilles SEZIONALE